



Virginie Dangles

Publié le mardi 11 août 2015.

Reporters sans frontières (RSF) s'inquiète du saccage des locaux de la télévision et radio malgache *Viva* à Fianarantsoa (centre-est), le 8 août 2015. Cette antenne de la station de télévision et radio *Viva* basée à Antananarivo (capitale du pays) est la propriété d'Andry Rajoelina, ex-président de la transition et leader du parti d'opposition Mapar.

Selon des témoins, des individus cagoulés ont demandé à parler au responsable de la station dans la matinée de samedi, avant de s'introduire dans les locaux et de détruire et enlever de force les matériels de production et de diffusion de la télévision et radio malgache *Viva* à Fianarantsoa : émetteurs, table de mixage, caméras et ordinateurs entre autres. Ces événements surviennent alors que la radio diffusait depuis plusieurs jours des messages de contestation des résultats des élections municipales du 31 juillet dernier.

La candidate du parti Mapar conteste en effet les résultats de ces élections, remportées par la candidate du parti au pouvoir HVM, et dénonce des actes de fraudes. Dans un contexte où les médias locaux sont pris dans une guerre médiatique sur les résultats des votes, les positions de la radio et TV *Viva* pourraient être à l'origine de violence, selon des informations recueillies par RSF.

Madagascar. RSF dénonce les actes de vandalisme contre Viva

Écrit par Redaction

Mercredi, 12 Août 2015 18:24 - Mis à jour Mercredi, 12 Août 2015 18:27

"RSF condamne l'attaque des locaux du média Viva et demande aux autorités de mener une enquête indépendante, impartiale et approfondie afin d'identifier au plus vite et de traduire en justice les coupables de ces actes," déclare Virginie Dangles, rédactrice en chef de l'organisation. *Dans un contexte d'élections aussi polarisé, il est important que toutes les voix se fassent entendre et que les journalistes puissent faire leur travail d'information, sans subir de telles pressions.*

"

Début juin, le média *Viva* avait reçu une lettre de mise en demeure du ministère de la Communication, de l'Information et des Relations avec les institutions pour ses extensions dans différentes régions : d'après les autorités, le média n'aurait pas les autorisations pour une diffusion nationale et utiliserait des matériels de l'Etat illégalement. Suite à ce courrier, le média avait dû fermer ses antennes dans 11 régions du pays.

Le [climat de la liberté de l'information](#) à Madagascar est marqué par une forte polarisation des médias, de la corruption, de l'autocensure et des violences contre les journalistes. Après quatre années de crise politique, l'élection du président Héry Rajaonarimampianina en décembre 2013 (officiellement proclamé président de la République en janvier 2014) a marqué une nouvelle période d'assombrissement de la liberté de la presse dans le pays. En juillet 2014, le président et le Premier ministre tenaient ainsi [des propos inquiétants contre les médias](#), leur enjoignant notamment de "prendre garde" ou encore de cesser de poser des "questions dérangeantes". Madagascar est classé à la [64e sur 180 au classement de la liberté de la presse de RSF](#) publié en février 2015.

REPORTERS SANS FRONTIERES